

On the Horizon

République Démocratique du Congo

TENDANCES AOÛT/SEPTEMBRE

A l'approche des élections prévues en décembre, la répression de la dissidence et des libertés civiles s'est intensifiée, les forces de sécurité ayant tué plus de 50 manifestants hostiles à l'ONU dans la province orientale du Nord-Kivu. Parallèlement, la violence des groupes armés s'est poursuivie dans l'est, les insurgés du Mouvement du 23 Mars (M23) ayant intensifié leur activité ces dernières semaines.

A SURVEILLER



A QUOI FAUT-IL VEILLER DANS LES SEMAINES ET LES MOIS À VENIR ?

1. Les préparatifs électoraux pourraient cristalliser les tensions, surtout si l'opposition est muselée.

Le parti au pouvoir et l'opposition continueront probablement à instrumentaliser la situation sécuritaire à des fins électorales, en particulier dans l'est du pays, où de nouveaux combats pourraient perturber le scrutin prévu **pour le 20 décembre** ; il n'est pas exclu que ces derniers maintiennent une ligne dure à l'égard des insurgés du M23 et de l'ingérence rwandaise.

Les forces de sécurité pourraient continuer à réprimer brutalement les manifestations antigouvernementales et les rassemblements en

lien avec la campagne électorale, en particulier dans l'est du pays où l'état de siège (proche de la loi martiale) est en place depuis mai 2021.

L'opposition politique, fragmentée entre des dirigeants de premier plan tels que Moïse Katumbi, Augustin Matata Ponyo, Martin Fayulu et Denis Mukwege, pourrait organiser des manifestations d'envergure, soulignant leur rejet du processus d'enregistrement sur les listes électorales pour étayer les arguments en faveur d'un boycott, même s'il est peu probable que tous les principaux candidats se retirent.

A SURVEILLER : L'arrestation, l'assassinat ou l'exclusion de dirigeants politiques de la liste finale des candidats à l'élection présidentielle, qui sera rendue publique en novembre, pourraient attiser

les tensions ; les discours clivants et les théories du complot circulant sur les réseaux sociaux pourraient alimenter la méfiance ; la levée de l'état de siège dans l'est pourrait atténuer les tensions entre les électeurs et les forces de sécurité.

Conséquences possibles :

Si l'opposition est réprimée, de nombreux Congolais pourraient chercher des moyens d'exprimer leur désaccord, notamment en s'abstenant de voter aux élections présidentielles, législatives, provinciales et municipales. Un scrutin serré pourrait conduire l'opposition, qui n'a aucune confiance en un processus électoral dont elle critique le manque d'intégrité, à rejeter le résultat.

Une crise prolongée pourrait entraver les élections indirectes des sénateurs, gouverneurs et vice-gouverneurs prévues pour **fin février/mars 2024**.

2. La violence pourrait s'étendre à l'ensemble du pays et conduire à une crise nationale.

Les dirigeants politiques pourraient instrumentaliser les groupes armés pour intimider les opposants et/ou les civils, en particulier dans l'est, au Katanga et autour de Kinshasa.

L'opposition pourrait former des coalitions fin novembre/début décembre et réduire le nombre de candidats, ce qui aurait pour conséquence de rendre les résultats plus serrés.

Les groupes armés pourraient multiplier les attaques violentes. Tout particulièrement, le M23 pourrait intensifier son offensive ou l'armée nationale pourrait multiplier les attaques contre lui. Compte tenu de l'indiscipline de l'armée et

des exactions commises par le M23 contre des civils, une telle offensive risquerait d'alimenter les déplacements et l'instabilité, du moins à court terme.

Les partis perdants pourraient rejeter les résultats électoraux et appeler leurs partisans à descendre dans la rue.

En l'absence d'élections dans l'est, l'Assemblée nationale n'atteindra pas ses 500 membres et pourrait être fragilisée dans son fonctionnement.

A SURVEILLER : La campagne et le vote comportent de multiples risques, notamment la répression des réunions, l'extorsion des électeurs et l'extension de la zone des combats.

Conséquences possibles :

L'annonce officielle des résultats de l'élection présidentielle en janvier 2024 pourrait alimenter la violence et la crise politique ; un retard important dans la tenue des élections au Nord-Kivu renforcera le sentiment d'abandon et attisera la violence à plus long terme.

Dans l'ancienne province du Katanga, la contestation des résultats pourrait alimenter les tensions communautaires entre Kasaiens et Katangais, en particulier dans les centres urbains comme Lubumbashi, et conduire à des violences importantes compte tenu de la présence de groupes armés dans la région, par exemple les Mai-Mai Bakata-Katanga dans les parcs de Kundelungu et d'Upemba contre les Baluba du Kasai.

La politisation de la violence pourrait conduire à la création de nouvelles milices pour soutenir les mouvements/figures politiques.

ON THE HORIZON – OCTOBRE 2023–MARS 2024 offre un aperçu des crises et des conflits qui risquent de s'intensifier au cours des trois à six prochains mois dans un format clair et accessible, identifiant les éléments déclencheurs d'une éventuelle escalade, les dates clés à garder à l'esprit et le comportement éventuel des acteurs, afin de soutenir les efforts de prévention des conflits au niveau mondial.

MÉTHODOLOGIE L'information ci-dessus s'appuie sur notre bulletin de suivi des conflits, CrisisWatch, et les analyses qualitatives des analystes de Crisis Group qui sont basés dans ou près de zones de conflits. Ce document doit être lu en complément de nos rapports pays et régions, ainsi que de nos outils d'alerte précoce, tous disponibles sur le site [crisisgroup.org](https://www.crisisgroup.org).